PROCES VERBAL DE LA RÉUNION ORDINAIRE du 29 novembre 2021

Présents : Messieurs N. Rostaing, D. Arrouy, T. Arrouy, B. Corrège, JL Ripouil, J. Hurtado
Mesdames F. Chochon La Touche, E. Gomez, F. Boutonnet, S. Dussenty, P. Poiraud

Ordre du jour amendé :

1. Approbation du compte-rendu du 20 septembre 2021
2. Délibération don M. RUIZ Henri
3. Délibération tarifs location salle des fêtes
4. Délibération restauration scolaire école de Martres
5. Délibération pour la création d'un poste de magistrat pour les mineurs à Saint-Gaudens.
6. Décisions modificatives
7. Délibération augmentation indemnités maire et adjoints
8. Délibération remboursement frais engagés Nicolas Rostaing (alarme)
9. Point sur les futurs projets
10. Point sur l'implantation des nouveaux containers : tarification incitative
11. Questions diverses

Début de séance à 18h30,

Secrétaire de séance : M. Dominique ARROUY

1°/ Approbation du compte-rendu du 20 septembre 2021

Vote : accepté à la majorité (7 personnes l'ont signé en séance).

2°/ Délibération don M. RUIZ Henri

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune a hébergé gratuitement M. Henri RUIZ pendant plusieurs mois dans le logement communal situé au-dessus de la mairie.

Monsieur RUIZ a cependant souhaité faire un don à la commune pour lui avoir permis d'avoir un logement durant tous ces mois.

Il a donc fait don de la somme de 500 € à la commune.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal s'il accepte le don.

Après discussion et délibération, le conseil municipal, à 1 voix contre et 10 pour accepte le don de ce monsieur.

3°/ Délibération tarifs location salle des fêtes

Monsieur le Maire propose que les tarifs de location de la salle des fêtes soient les suivants :

Tarifs pour les maurannais	½ journée (12h)	40 €
	1 journée (24h)	60 €
	Du vendredi 14h au lundi avant 12h	80 €
Pour les personnes ne résidant pas Mauran mais payant une taxe foncière à Mauran	Du vendredi 14h au lundi avant 12 h	130 €
Pour tous les autres cas	1 journée (24h)	200 €
	Du vendredi 14h au lundi avant 12h	500 €
Location camion frigo		60 €

A ces tarifs, il faut rajouter l'électricité : 0.0804 le Kwh.

Modalités de location :

- Contrat établi au nom du locataire qui doit présenter une carte d'identité
- Acompte exigé au moment de la réservation : 150 €
- Caution obligatoire pour couvrir les dégâts éventuels et le ménage : 1 000 €

4°/ Délibération restauration scolaire école de Martres.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'un projet convention annexée à la présente délibération émanant de la commune de Martres et relatif à l'accueil des enfants non-résidents dans le service municipal : restauration scolaire doit être mis en place.

Après discussion et délibération, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, approuve :

- les termes de la convention.

5°/ Délibération pour la création d'un poste de magistrat pour les mineurs à Saint-Gaudens.

La commune de Mauran demande la création d'un poste de Magistrat pour les mineurs à Saint-Gaudens.

En 2015, la justice a fait son grand retour dans le Comminges et le Savès avec la réouverture du tribunal de Saint Gaudens, après de 5 ans d'absence. Cette renaissance nécessaire a été rendue possible grâce à la volonté et l'action cumulées de Carole Delga et de Christiane Taubira, ainsi qu'à une mobilisation citoyenne importante, révélatrice de l'attachement de la population à une justice de proximité.

Malheureusement, la juridiction pour mineurs, elle, est restée à Toulouse. Or, force est de constater aujourd'hui que le Comminges et le Savès ne peuvent plus se passer d'une telle instance, au regard des besoins et des problématiques de notre territoire. Il s'agit d'abord de protéger les mineurs, dont

certaines se retrouvent parfois en grand danger au sein de leur famille. Actuellement, en cas d'urgence pour l'intégrité physique ou mentale d'un enfant, une mesure d'assistance éducative doit être prononcée par un magistrat toulousain. La distance et le temps de traitement des dossiers, dans un contexte de saturation de la justice, font courir un risque important à ces mineurs. Sans compter la perte de temps et les nombreux frais que cela engendre pour les familles, les travailleurs sociaux, les services de police et de gendarmerie ou encore les avocats. Il y a l'urgence, mais aussi le suivi. A Saint-Gaudens, le juge pour enfants ne vient que deux fois par mois pour rencontrer les familles dans le cadre, notamment, d'un renouvellement d'une mesure d'assistance éducative. Deux fois par mois, pour une population de plus de 90 000 habitants... Et puis, il s'agit aussi d'être beaucoup plus efficace dans la lutte contre les incivilités et la petite délinquance. Lorsqu'un délit est commis par un mineur sur notre territoire, les services de police et de gendarmerie sont contraints, là-aussi, de saisir le Tribunal de Toulouse, qui déborde de dossiers pénaux de ce type. Résultat : les sanctions tardent à arriver et sont souvent peu suivies d'effet, pouvant, à terme, développer une forme de sentiment d'impunité chez certains jeunes. Or, un mineur qui dérape et qui enfreint la loi, a besoin d'être sanctionné et accompagné. Les premières victimes de cette absence d'une juridiction de proximité sont les habitants du Comminges et du Savès qui ne bénéficient pas des droits inaliénables que sont la protection et la sécurité. Pour le seul mois d'avril 2021, il a été comptabilisé sur notre territoire pas moins de 436 dossiers d'assistance éducative, 27 dossiers pénaux et 41 dossiers d'aide à la gestion du budget familial, soit une activité pouvant justifier la présence à plein temps d'un juge pour enfants.

Le Comminges et le Savès méritent mieux qu'une visite deux fois par mois.

Dans sa circulaire de politique pénale du 1er octobre 2020, le ministre de la Justice affirme avec force que :

1) « La proximité de la justice doit aussi être géographique. Il s'agit d'un élément essentiel de l'évolution qui doit être opérée entre l'autorité judiciaire, les territoires et les acteurs » 2) « Qu'il s'agit de parfaire la connaissance de l'action judiciaire en veillant à associer les acteurs des collectivités locales dans le traitement global des problématiques d'insécurité. » Des préconisations qui ne sont suivies d'aucun acte.

Aussi, par cette délibération, le conseil municipal de Mauran demande, à l'unanimité des membres présents, **la justice pour toutes et pour tous sur tous les territoires et la création d'un poste de Magistrat pour les mineurs à Saint-Gaudens**

6°/ Décision modificative

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a été omis lors de l'élaboration du budget communal 2021 d'inscrire la dépense concernant le remboursement de la caution aux locataires. Il propose donc la décision modificative suivante :

- Article 165 = + 400 €
- Article 2158 = - 400 €

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal accepte la décision modificative ci-dessus.

7°/ Décision modificative

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est désormais nécessaire que les collectivités prévoient au budget communal au minima une provision de 15 % des créances de plus de 2 ans en fin d'exercice. Il propose donc la décision modificative suivante :

- Article 6817 : + 100 €
- Article 752 = - 100 €

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal accepte la décision modificative ci-dessus.

Complément d'information délibération n°2 : don M. RUIZ Henri

Monsieur le Maire expose le bilan financier de l'hébergement de la personne qui a occupé l'appartement au-dessus de la Mairie ces cinq derniers mois : le locataire a accepté de son plein gré, de contribuer aux charges d'hébergement sous la forme d'un don de 500€ (100€ par mois) à la mairie. Les charges de consommation électrique (chauffage & éclairage) s'élèvent à 250€ pour la période. Les autres charges comme la consommation d'eau et la consommation électrique pour l'eau chaude ne sont pas comptées dans le bilan.

M. Benjamin CORREGE exprime son incompréhension sur le fait d'avoir accepté un don qui dépasse largement les charges associées à son hébergement. Pour lui, nous faisons un bénéfice sur le dos d'une personne en situation de précarité, alors que ce n'est pas comme cela que l'accueil d'urgence a été défini par la commission solidarité. Mr Corrège, précise que la personne hébergée n'est pas un locataire puisque le logement est mis à disposition par la commune dans le cadre de l'accueil d'urgence mis en place par la communauté de commune.

M. le Maire rappelle que lors du conseil du 5 juillet 2021, il avait informé le conseil que la personne hébergée verserait la somme de 100 € par mois car sa situation financière lui permettait de faire ce don. En aucun cas, cette somme ne lui a été imposée. Elle aurait pu être de zéro s'il n'avait pas eu les moyens. M. le Maire rappelle que le don récolté n'est pas là pour enrichir les comptes de la Mairie, mais pour aider à compenser les frais engagés par la Mairie (électricité/eau). S'il y a une balance bénéficiaire, elle s'additionnera aux 700 € donnés par le Crédit Agricole pour améliorer le confort de l'appartement.

En effet, le Maire et le 1er adjoint ont profité du black friday pour acheter dans des commerces locaux un lave-linge, une cuisinière électrique, une hotte aspirante et un micro-onde pour environ 900 €. A noter qu'ils assureront personnellement l'installation de ces équipements.

M. le Maire précise également que sur les conseils de Benjamin CORREGE et grâce à son travail en commission intercommunale, il a pris contact avec Jacques SERVAT, Maire de Le Plan. Celui-ci créé actuellement un logement destiné spécifiquement aux femmes victimes de violences. Les informations suivantes restent à confirmer mais deux possibilités pourraient s'offrir à nous : soit le logement est géré par l'intercommunalité, soit la mairie en restera gestionnaire et pourrait recevoir un loyer de la CAF, l'occupant ne versant qu'une partie du loyer en fonction de ses revenus. M. SERVAT nous aiguillera afin de réaliser notre projet et obtenir les mêmes subventions qu'il a réussi à obtenir.

Complément d'information délibération n°3 : tarifs location salle des fêtes

M. Thierry ARROUY soulève le fait que le coût de l'électricité facturée aux locataires semble élevé.

M. le Maire nous informe qu'après vérification du contrat signé récemment avec ENI, à prix bloqué pendant plusieurs années (ce qui est une très bonne chose au vu de l'actualité), le prix du kW/h que

nous payons est en effet bien inférieur au tarif que nous facturons aujourd'hui : 0.0804 €/kWh contre 0.19 €/kWh.

Une question se pose : pourquoi avoir choisi une telle différence entre prix coutant et prix facturé aux locataires en 2015. Aucun conseiller n'a de réponse.

Il est donc proposé de facturer à prix coûtant l'électricité consommée par les locataires de la salle des fêtes.

L'ensemble des membres présents donnent leur accord.

Complément d'information délibération n°4 : restauration scolaire école de Martres

M. le Maire précise qu'il a assisté à une réunion de présentation avec M. Loïc GOJARD, Maire de Martres Tolosane. Lors de cette réunion, une liste des familles n'ayant pas renseigné leur coefficient familial lui a été remise. Le nécessaire a été fait auprès des familles afin qu'elles le renseignent et puisse ainsi bénéficier, le cas échéant, des nouvelles tranches tarifaires.

Complément d'information délibération n°5 : création d'un poste de magistrat pour les mineurs à Saint-Gaudens

M. le Maire précise qu'il a assisté à une réunion avec le délégué du Procureur de Saint-Gaudens en présence d'autres maires voisins. Il avait été question de ce point et des difficultés pour les familles de mineurs à devoir se déplacer à Toulouse alors qu'elles peuvent habiter au pied des Pyrénées. La création de ce poste serait une très bonne chose pour la justice de proximité.

Complément d'information délibération n°7 : augmentation indemnités maire et adjoints

M. le Maire donne à chaque conseillère et conseiller une feuille détaillant le nombre d'heures qu'il a consacré à sa fonction d'élu depuis le début de son mandat.

Ses heures ont été faites sans limite. En effet, un Maire répond aux exigences de sa mission, peu importe le jour ou l'heure et le temps qu'il y passe. Ce comptage a été effectué à posteriori, uniquement pour illustrer de manière concrète et intelligible par tout son degré d'implication. Cela se traduit par une moyenne de 77,36h chaque mois, de temps consacré uniquement à la commune.

M. le Maire a également donné le compte des heures réalisées par le 1er adjoint : 37.66h par mois en moyenne, 12 mois par an.

M. le Maire a souligné que cette implication commune a permis de mener à bien un nombre important de projets dont les effets bénéfiques ont pu être apprécié par les habitants.

Comme évoqué lors du précédent conseil municipal, M. le Maire a remis à chaque membre du conseil une liste des projets réalisés, des projets en cours et des projets planifiés pour les 5 ans à venir. La liste des projets à venir reste à débattre et à valider avec le conseil municipal avant de les engager.

M. le Maire expose ensuite sa situation financière personnelle et l'équilibre qu'il doit trouver entre sa fonction d'élu et son activité de chef d'entreprise.

M. le Maire indique qu'il souhaite continuer à privilégier sa fonction d'élu en priorité, au détriment de son activité professionnelle car il considère que la gestion d'un village de 230 personnes est plus importante à ses yeux qu'un enrichissement purement personnel.

M. le Maire propose donc au conseil de revoir l'indemnité de l'ensemble des élus (Maire et adjoints) pour atteindre le maximum légal autorisé par la loi :

- Maire : actuellement 17 % soit 661.19 € brut par mois => proposition à 25.5 % soit 991.806 € brut par mois

- Adjoints : actuellement 5.5 % soit 213,91 € brut par mois => proposition à 9.9 % soit 385.05 € brut par mois

M. le Maire et le 2nd adjoint souhaitent attribuer une prime de fin d'année pour récompenser Philippe ORDY, prestataire de service à l'entretien du village, plutôt que d'augmenter son tarif horaire. Le montant de la prime sera basé sur des critères clairs, mesurables et atteignables qui resteront à définir. Benjamin CORREGÉ n'accepte pas ce procédé et préférerait que nous augmentions son tarif horaire car le principe de paiement de cette prime lui semble opaque et non conforme aux règles administratives en vigueur. M. le Maire et Thierry répondent que d'un point de vue managérial, le système de prime est plus encourageant et fédérateur. Moralement, légalement et en pratique, cela ne pose aucun problème particulier.

M. le Maire précise que ces deux mesures (augmentation des indemnités maire/adjoints et prime pour prestataire de service), n'auraient pas d'impact sur le budget de fonctionnement. En effet, le passage récent de trois adjoints à deux, ainsi que l'optimisation des coûts liés à l'entretien du village (investissement en matériels et efficacité du prestataire) ont permis de réaliser des économies substantielles permettant de couvrir intégralement le surcoût de la revalorisation des indemnités maire et adjoints qui serait de 5 424 € par an.

Les documents remis sont consultables à la Mairie.

Ci-après quelques extraits des débats afin de mieux comprendre la fin de ce compte rendu :

Des conseillers trouvent anormal :

- de compenser la prochaine perte des indemnités pôle emploi du Maire par des indemnités de mairie,
- de comptabiliser des heures comme cela a été présenté, qu'un maire ne doit pas compter son temps de travail pour comparer ses revenus actuels à ceux d'un salarié d'une entreprise privée,
- que le maire parle de sa situation financière personnelle pour justifier une augmentation des indemnités

D'autres réflexions concernant la décision d'augmenter les indemnités :

- Thierry informe Nicolas qu'il n'accepte pas la proposition faite. Il précise qu'il ne veut pas s'impliquer plus qu'il ne le fait aujourd'hui pour la mairie. Il souhaite juste que la revalorisation de ses indemnités lui permette de retrouver le même niveau que celles qu'il percevait lors de son mandat précédent à l'époque de M. DINNAT. Nicolas trouve cela dommage car, d'une part, il y a un réel besoin, et d'autre part, il est persuadé que Thierry pourrait amener une vraie valeur ajoutée au village, aux vues de ses compétences.
- Benjamin demande pourquoi proposer le montant maximum des indemnités plutôt que de proposer une augmentation plus raisonnable qui n'est de tout façon pas faite pour compenser

une perte de revenu du maire. Il propose aussi une autre alternative en attribuant au maire des indemnités kilométriques.

- Face au "choix" proposé par Monsieur le Maire (soit l'acceptation de l'augmentation des indemnités du maire et des adjoints, soit de s'investir moins), Sylvie conseille à ce dernier de reprendre son activité professionnelle car la fonction de maire n'est pas pérenne.
- Sylvie reconnaît l'énorme engagement de Monsieur le Maire et lui conseille, face au dilemme posé, de reprendre le cours de sa vie et son travail car la commune n'est pas là pour compenser la perte de revenus occasionnée par le temps passé à la mairie. Les projets peuvent être modifiés, reportés ou annulés.
- Fabienne, Priscilla et Florence pensent que l'augmentation est justifiée compte tenu de l'investissement du maire et des adjoints
- J Louis, Edith, Jérôme, ne s'expriment pas sur le sujet.
- Dominique défend la position de Nicolas et évoque son investissement personnel, sa gestion de la mairie qui amène des résultats concrets dans les réalisations et l'optimisation financière du budget, mais aussi de la satisfaction auprès des administrés.
- Lorsque M. Le Maire demande de voter cette délibération, aucun conseiller ne prend l'initiative de répondre par oui, non, ou abstention.

Après débat, il est voté à 7 voix contre 4 de reporter le vote de cette délibération à un prochain conseil exceptionnel programmé le 13 décembre. Cela afin de mieux assimiler les chiffres et les informations données.

Quelques minutes après le vote du report, M. Dominique ARROUY choisit de quitter la réunion du conseil « au vu de la tournure qu'ont pris les débats » et informe M. le Maire qu'il remettra sa démission du poste de 1er adjoint le lendemain matin.

Mme. Priscilla POIRAUD suggère alors de suspendre la séance.

M. le Maire valide cette suspension.

Fin de séance à 20h

Le secrétaire de séance, Dominique ARROUY.